

LE MRC

SOUTIENT LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE D'HUGO CHAVEZ

Communiqué de presse de Jean-Pierre Chevènement sur la situation au Venezuela.

Paris, le 15 janvier 2003.

Après avoir reçu ce jour, en compagnie de Georges Sarre, une délégation parlementaire vénézuélienne conduite par M. Willian Lara, président sortant de l'Assemblée nationale de la République bolivarienne du Venezuela, M. Jean-Pierre Chevènement, président du Pôle républicain, a déclaré :

« Les événements qui se déroulent à Caracas depuis le début du mois de décembre constituent un grave déni de la démocratie. Le gouvernement du président Hugo Chavez a été démocratiquement élu et puise sa légitimité dans deux votes favorables des citoyens vénézuéliens. Le projet progressiste et démocratique d'Hugo Chavez a suscité la violente hostilité des oligarchies inféodées, notamment lors du putsch manqué du 11 avril dernier.

Sans l'appui ouvert des Etats-Unis, les intérêts privés ne pourraient pas tenter de remettre en cause la légalité et la démocratie au Venezuela.

L'usage immodéré des télévisions privées à des fins de déstabilisation par l'opposition conservatrice ne doit pas faire oublier que seul le peuple est souverain et qu'à ce titre c'est à lui seul de décider selon les règles établies par sa Constitution.

J'ai accepté l'invitation de me rendre prochainement au Venezuela afin de compléter mon information sur la situation qui prévaut dans ce pays et de manifester mon soutien à la légalité républicaine. »



Le 15 janvier dernier, Jean-Pierre Chevènement et Georges Sarre recevaient à Paris une délégation de parlementaires de la gauche vénézuélienne. Au cours d'un entretien particulièrement intéressant, le président de l'Assemblée nationale, Monsieur Willian Lara, a pu exposer la situation du gouvernement vénézuélien, confronté à une opposition conservatrice violente et déterminée à empêcher toute réforme démocratique et égalitaire. Le Venezuela voit en effet ses classes les plus riches et les plus liées aux Etats-Unis se liguer contre le gouvernement de gauche démocratiquement élu.

Du 11 au 14 avril, Jean-Pierre Chevènement s'est rendu, à l'invitation du président Hugo Chavez à un forum social de solidarité avec la Révolution bolivarienne à Caracas. Les échanges et les contacts se multiplient donc entre le MRC et la gauche vénézuélienne. Le MRC reste ainsi fidèle à sa tradition démocratique et égalitaire et contribue ainsi à l'opposition à la mondialisation libérale.

Pleut-il sur Caracas ?

Tribune de Georges Sarre parue dans l'hebdomadaire «Politis».

Georges Sarre est ancien ministre, maire du XI^e arrondissement de Paris et porte-parole du Mouvement républicain et citoyen. Il analyse la situation au Venezuela et appelle la France à soutenir son peuple.

Le palais de Miraflores connaîtra-t-il le sort de la Moneda ? Les similitudes troublantes entre l'activisme de l'opposition vénézuélienne et la droite chilienne de 1973 ont de quoi inquiéter les démocrates et les amis politiques du Président vénézuélien, Hugo Chavez. La grève du secteur pétrolier rappelle étrangement la grève des camionneurs à l'origine de la chute de Salvador Allende. La marche des casseroles de la bourgeoisie de Caracas rappelle celle des dames de la bonne société de Santiago.

Similitudes donc, jusqu'à la caricature, puisque comme les camionneurs, les employés de PDVSA sont payés pendant la grève et menacés d'être licenciés s'ils ne la font pas. La droite vénézuélienne a comme la chilienne, et selon le célèbre chant des Quilapayun, «deux casseroles ; une grande qui est pleine et une petite pour faire du bruit». Si l'Unité populaire d'Allende a connu la fin effroyable que l'on sait, livrée aux tortionnaires de Pinochet, la situation à Caracas semble incertaine, même si l'opposition marque le pas.

Il y a en réalité deux séries de causes à la situation préoccupante du Venezuela, l'une purement intérieure et l'autre naturellement d'ordre extérieur. Hugo Chavez a été élu en 1998 président de la République du Venezuela, puis a été réélu en 2000 pour un mandat de six ans. La politique initiée par Hugo Chavez a d'abord contribué à rendre aux citoyens vénézuéliens leur pleine souveraineté en démocratisant le fonctionnement institutionnel du pays, en favorisant l'émergence d'un «pouvoir citoyen».

permettant de développer des formes plus appropriées de participation démocratique. Le changement est donc d'abord démocratique et citoyen. Sa politique est également une révolution sociale puisque la réforme agraire prévoit la redistribution des terres non exploitées aux paysans vénézuéliens et la création d'un impôt sur les terres non exploitées, en vue de redonner au peuple du Venezuela sa souveraineté alimentaire. Cette démarche est enfin profondément juste puisqu'elle vise à rendre aux Vénézuéliens un bien qui est à eux seuls : le pétrole. L'industrie pétro-

L'industrie pétrolière, deux fois plus riche que l'État, était d'ailleurs en voie de privatisation jusqu'à la loi sur les hydrocarbures. Dans un pays divisé en une oligarchie toute puissante et un peuple jusqu'ici tenu à l'écart du pouvoir et des richesses, dans un pays où les familles les plus riches figurent au palmarès des familles les plus riches de la planète, une telle transformation, aussi pacifique soit-elle, ne pouvait pas aller de soi sans rencontrer de fortes oppositions.

lière, deux fois plus riche que l'État, était d'ailleurs en voie de privatisation jusqu'à la loi sur les hydrocarbures. Dans un pays divisé en une oligarchie toute puissante et un peuple jusqu'ici tenu à l'écart du pouvoir et des richesses, dans un pays où les familles les plus riches figurent au palmarès des familles les plus riches de la planète, une telle transformation, aussi pacifique soit-elle, ne pouvait pas aller de soi sans rencontrer de fortes oppositions. Mais comment concevoir un tel déferlement de haine et de mépris de la part des opposants à Hugo Chavez ? Comment imaginer cette alliance liberticide des télévisions privées, des dirigeants de l'industrie pétrolière et des anciens partis discrédités ? Le plus important patron du pays possède les principales télévisions du pays, est l'associé de Ted Turner et actionnaire de CNN. Orchestrant hier la propagande audiovisuelle en faveur du putsch de Pedro Carmona, ci-

devant «patron des patrons» vénézuéliens, il est le principal commanditaire des émissions déstabilisatrices qui appellent quotidiennement au renversement des dirigeants actuels démocratiquement élus. Cette opposition use sans modération de l'image et de la violence comme lors du putsch manqué, où les Vénézuéliens assistèrent stupéfaits à l'arrestation et au semi-lynchage par des policiers putschistes du député Tarek William Saad, extrait de son domicile et jeté à coups de pieds dans un fourgon de police. La haine se manifeste quand l'opposition incite ses partisans des beaux quartiers à attaquer les résidences des fonctionnaires gouvernementaux ou à molester leurs occupants. Un nom focalise cette haine : Chavez. Entre eux et lui, un obstacle : la majorité du peuple. C'est la raison pour laquelle ils ne veulent en aucun cas d'un référendum ou d'élections, comme la Constitution leur en donne le droit.

Mais qu'en serait-il si les oligarques vénézuéliens étaient seuls ? Car ils ne sont pas seuls... Lors de la reprise du palais de Miraflores par les partisans d'Hugo Chavez le 13 avril, les gouvernants légitimes eurent la surprise de découvrir de nombreuses traces des contacts directs établis entre putschistes et services des États-Unis. Il serait intéressant que le Département d'État s'explique sur cette question... Bref, de quel soutien bénéficient les putschistes ? Les États-Unis n'auraient-ils pas changé depuis la chute d'Arbenz au Guatemala ou celle d'Allende ? Le risque pour les États-Unis est certes double. D'abord, un Venezuela pleinement souverain risquerait de les priver d'une source proche et sûre d'approvisionnement en pétrole. Ensuite, la conscience politique grandissante en Amérique latine risquerait de contribuer à l'émergence d'un monde multipolaire, dont Brasília, Caracas et Quito pourraient être des acteurs à part entière. La question qui nous est posée est simple : comment aider le peuple vénézuélien à faire vivre la démocratie ? Il est hautement souhaitable qu'en France des initiatives larges et fortes soient prises pour informer les Français sur les réalités de la situation politique au Venezuela et apporter notre soutien au peuple vénézuélien. Nous ne voulons pas entendre demain qu'il pleut sur Caracas. ■

MRC - 9 rue du Faubourg-Poissonnière 75009 Paris

Tél : 01 44 83 83 00 ● Fax : 01 44 83 83 10 ● Site Internet : www.mrc-france.org

**MOUVEMENT
RÉPUBLICAIN
ET CITOYEN**